**L’EUROPE : PAS UNE COPIE DU MODÈLE BELGE**

*La Belgique a de l’expérience en matière de transferts financiers. Les transferts financiers de la Flandre vers la Wallonie et Bruxelles, atteignant un montant annuel fabuleux de l’ordre de € 16 milliards, sont une atteinte à la prospérité de la Flandre et n’ ont cependant pas initié un progrès structurel du Sud du pays .*

*Ces transferts financiers mêmes sont à la base de la désintégration progressive de la fédération belge.*

*L’expérience belge devrait inspirer l’Europe à être très prudent en décrétant de façon centrale des mesures qui s’ avèrent difficilement exécutoires sur le plan politique.*

*L’enjeu est important.*

*Un appauvrissement du continent entier et des frustrations croissantes d’ une partie de la population, risquent de mener dans un court laps de temps, même dans l’ Ouest, à des mouvements révolutionnaires et même violents.*

*Il est notre devoir d’éviter à tout prix une telle évolution.*

*Les états nationaux devraient, de façon démocratique, pouvoir transférer à l’ Europe des parties de leur souveraineté, à condition qu’ il y ait une voie de retour.*

*La Flandre est un état indépendant en formation, qui depuis longue date assume sa responsabilité en matière de solidarité et qui continuera à le faire mais ceci sur base d’ accords clairs et exécutoires.*

**Transferts financiers en Belgique**

L’Etat Belge et L’Union Européenne sont accablés par les conséquences des fortes différences sur le plan de la compétitivité et de la prospérité.

Par la crise de dettes ces différences sont devenues de vraies lignes de rupture.

Pro Flandria ne remet pas en question la nécessité d’une solidarité, puisque les états Nord- Européens ont un intérêt d’ avoir des partenaires stables dans le Sud et inversement.

Les transferts financiers de la Flandre vers la Wallonie de l’ordre de € 16 milliards annuellement (VIVES 2012) sont de toute façon déjà un mauvais exemple pour l’ Europe.

Ils sont inéquitables par leur ampleur et ils n’ ont pas mené à des améliorations structurelles de l’ économie dans la partie Sud du pays à cause d’ une gestion inefficace.

En plus, ces transferts enfreignent la prospérité de la Flandre. Par conséquent, les tensions montent dans le cœur de l’Europe.

Les soucis de la Flandre ne sont pas limités à la solidarité interne. Au niveau Européen on nous demande également de lourdes cautions. Maintenant la Flandre ne peut même plus soutenir à elle seule la Wallonie indigente. C’est une énigme comment la Flandre pourrait encore prendre des engagements structurels au niveau Européen pour d’autres états déficitaires.

**Une solidarité durable**

Des déficits structurels exigent des solutions structurelles. Des décisions précipitées ad hoc, prises sous la pression de la crise de l’ euro, ne mènent pas pour autant à une solution durable.

Nous espérons que nos responsables politiques se réalisent qu’ une « union de transferts », sans correction de la politique socio-économique et fiscale dans le Sud n’ est pas désirable.

La solidarité est nécessaire, mais il ne faut pas qu’elle soit un chèque en blanc sans obligation de résultat.

Les revenus d’allocations ne peuvent pas empêcher le bénéficiaire de prendre son sort en ses propres mains.

De l’expérience nous savons en Belgique que la solidarité devient vite un piège. Au lieu d’écrire des chèques en blanc avec des allocations, il faut d’urgence responsabiliser ces dépendants de la dette.

La transition sera pénible pour toutes les parties - mais seulement une disposition ferme au compromis et la discipline sera capable de maintenir une famille unie. Au lieu de mener une politique d’inflation par la création monétaire et d’imposer aux pays Nord-Européens des créances gigantesques, d’ailleurs difficilement recouvrables, on ferait mieux de forcer les pays en crise à une dévaluation interne et aux réformes fondamentales structurelles, afin qu’ ils puissent à terme reconquérir leurs positions concurrentielles et redevenir sains. Et on ne peut pas s’attacher à la zone euro de façon dogmatique.

Mais les soucis européens ne sont pas exclusivement de nature économique. Le déficit démocratique de l’Union Européenne et les tensions entre le Conseil et la Commission s’accumulent. La demande du citoyen à la légitimité de tout cela n’a jamais été aussi forte.

Les conventions et les parlements nationaux doivent être respectés. Seule l’efficacité administrative et la discipline peuvent empêcher que les fautes de construction d’un pays individuel – par hasard le centre de l’Union- seront réitérées à grande échelle.

**L’ Europe : pas une copie du modèle belge**

Les conséquences de l’adoption du modèle belge seraient désastreuses pour l’ Europe. Les problèmes d’argent mènent aux querelles, même dans les meilleurs des familles.

Nos enfants devront demander un jour le remboursement des dettes avec lesquelles les pays du midi ont financé leurs consommations. On transforme les membres de famille, amis et voisins en créanciers et débiteurs.

Un système de transfert, inéquitable et boiteux, mènera aux tensions et querelles au sein de la famille européenne. L’euro ne nous apporterait-il pas la paix ?

La façon dont on a considéré en Belgique, pendant des décennies, les transferts financiers Nord-Sud comme étant évidents, n’a pas rapproché les Flamands et les Wallons.

Par contre, la Belgique en succombera.

Ceci est une évolution inévitable vers une efficacité administrative suite aux différences socio-économiques et culturelles infranchissables. Cette évolution n’est pas nécessairement contraire au processus de l’ unification européenne. On fait d’une maison jumelée une construction aérée, mais le village ne change pas.

Pro Flandria est convaincue que les états- nations indépendants, La Flandre et la Wallonie, sans l’hypothèque de la gestion inefficace de la Belgique, pourront créer leur avenir commun de façon efficace au niveau européen.

La Flandre est trop grande pour la Belgique et la Belgique est trop petite pour la Flandre.

La Flandre devra devenir un état-nation en vue de pouvoir être un état-membre de l’Europe.

**Sur Pro Flandria.**

Pro Flandria est un réseau d’hommes et de femmes appartenant au monde des entreprises, de l’ enseignement, des médias, de la culture et d’ autres segments de la société.

Pro Flandria veut contribuer à l’assurance de la prospérité future de la Flandre et des autres états européens.

Pro Flandria prend l’initiative en vue d’ augmenter les chances de tout le monde, en priorité de la jeunesse.

Tous les états de l’Europe devront assumer leur responsabilité et prendre leur sort en leurs propres mains, là où il est nécessaire.

Pro Flandria ne participe pas à la politique des partis mais, par souci démocratique, elle s’ oppose à une anti- politique.

Ceci nécessite un dialogue ouvert avec tous les partis politiques et groupes d’ intérêts, sans distinction ou exclusives.

Pro Flandria le voit comme une de ses tâches de choisir une position forte dans le débat social sur l’efficacité administrative, la formation de la nation, et l’ unification de l’ Europe.

Par nos activités et nos publications nous essayons de rompre une lance pour une analyse et solution professionnelle, où l’efficacité et l’ équité sont au centre du débat.

Nous essayons d’atteindre nos objectifs par l’organisation de colloques, des activités de réseau et des publications.

Dans la publication récente « Vlaanderen en Europa. Grenzen en Noodzaak aan Solidariteit » (red. Hans Verboven) dont Pro Flandria est un coéditeur, nous avons donné un forum aux hommes politiques, de renommée internationale, aux économistes et philosophes, en vue de discuter sur l’avenir de l’ intégration européenne, la zone euro et la formation de l’ état en Flandre. Les résultats de cette discussion offrent une directive pour les hommes politiques flamands qui choisissent pour une Flandre forte dans un Europe fort.

Contact: [www.proflandria.be](http://www.proflandria.be) - info@proflandria.be 28 03 2013